

Elyse Energy sur le bassin de Lacq : le PCF 64 annonce officiellement son opposition



Le PCF 64, avec Jean-Patrice Bassano, Anne Saouter, et Peppino Terpollili (de d. à g.), expliquent la position de la fédération.

Pierre-Olivier Julien

PAR PIERRE-OLIVIER JULIEN, PUBLIÉ LE 27 MARS 2024 À 14H00, MODIFIÉ À 14H01.

Les communistes du département réclament pour le moins la suspension des projets de nouvelles usines qui doivent produire hydrogène, e-méthanol et e-biokérosène.

On connaissait le Parti communiste français plutôt enclin à défendre l'emploi industriel, « le bon emploi, bien rémunéré » précise le secrétaire du PCF 64, Jean-Patrice Bassano. « Mais on ne peut plus dire que tout projet industriel est bon s'il arrive avec de l'emploi » confirme ce mercredi matin le militant, venu officialiser l'opposition de la fédération départementale de son parti au projet ECHO sur le bassin de Lacq, porté par Elyse Energy et RTE.

Pour mémoire, il est envisagé de créer trois usines sur le bassin de Lacq d'ici 2028, pour de la production d'hydrogène, de e-méthanol et de e-biokérosène, avec un investissement de 2 milliards d'euros. Durant la concertation qui s'est tenue récemment, de nombreuses voix se sont fait entendre pour s'inquiéter des besoins en ressources naturelles (biomasse bois, eau...) pour le fonctionnement de ces industries.

« On ne peut plus faire l'économie de la question du réchauffement climatique et de la biodiversité. Un bon projet doit tenir par l'emploi et en tenant compte du climat et de l'objectif de neutralité carbone en 2050. Pour l'heure, ce n'est pas le cas pour ECHO. C'est pourquoi nous demandons, pour le moins, sa suspension, le temps de nouveaux débats et de disposer de toutes les données » nous confie Jean-Patrice Bassano.

« Pas à n'importe quel prix »

« Oui à la réindustrialisation, mais pas à n'importe quel prix » abonde l'Oloronaise Anne Saouter qui, avec sa section locale, est très vigilante sur ce sujet depuis plusieurs semaines. « Pour l'heure, il y a trop d'imprécisions, trop de questions qui se posent encore » ajoute l'élue, faisant notamment référence à la centaine d'interrogations relayées par les garants de la concertation il y a quelques jours (notre édition du 2 mars).

« Ce projet est peut-être trop ambitieux. Et il n'est pas prêt techniquement. À côté des besoins colossaux en biomasse ou en eau, de nombreux procédés envisagés n'ont pas encore fait leurs preuves industrielles » continue Peppino Terpolilli, militant référent sur les questions environnementales.

Le PCF 64 espère qu'une unité encore plus large que les oppositions actuelles se fera contre ce projet sur le bassin de Lacq.